



HAL
open science

Émeutes de l'électricité et politisation au Sénégal

Jean-François Havard

► **To cite this version:**

Jean-François Havard. Émeutes de l'électricité et politisation au Sénégal. Frédéric Caille, Mamadou Badji. Du soleil pour tous. L'énergie solaire au Sénégal : un droit, des droits, une histoire, ESBC, pp.93-103, 2018. <halshs-01818430>

HAL Id: halshs-01818430

<https://shs.hal.science/halshs-01818430v1>

Submitted on 7 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

[Accueil](#) [Lire](#) [Acheter](#) [Se](#)[connecter](#)

DU SOLEIL POUR TOUS

TABLE DES MATIÈRES

5. Émeutes de l'électricité et politisation au Sénégal

JEAN-FRANÇOIS HAVARD

Depuis la fin des années 1990, les difficultés d'approvisionnement et le coût de l'énergie au Sénégal se sont traduits par une succession de mouvements sociaux, de contestations et de mobilisations collectives engageant les populations, les sociétés civiles et plus particulièrement la jeunesse urbaine. En effet, si elle soulève un certain nombre de dimensions techniques et juridiques, la question énergétique ne se poserait évidemment pas avec la même acuité si elle ne recouvrait d'abord des enjeux politiques et sociaux.

L'objectif est donc ici de rétablir la continuité de ces mobilisations énergétiques qui, paradoxalement, n'ont été que rarement thématiques comme telles, soit qu'elles aient été traitées comme des crises ponctuelles, soit qu'elles aient été subsumées comme s'inscrivant dans un ensemble d'autres revendications décrites comme relevant d'« émeutes de la faim » (Antil, 2010).

Il ne s'agit certes pas de nier que les effets sociaux des coûts de l'énergie s'ajoutent à ceux de l'inflation des denrées alimentaires et du logement. Pour autant, en se concentrant sur cette question énergétique, il apparaît qu'il s'agit bel et bien d'un enjeu politique et social, à la fois majeur et structurant.

1998 : les premières mobilisations

Nous proposons de retenir comme point de départ les « événements » de juillet 1998. Le régime socialiste était alors à bout de souffle après 40 ans d'exercice du pouvoir, ceci dans un contexte social extrêmement difficile, après la dévaluation du franc CFA en 1994, puis la reprise en main du processus de réformes par des bailleurs de fonds animés par le dogme des privatisations^[1]. Or, c'est justement pour s'opposer à la privatisation de la SENELEC (Société Nationale d'Électricité du Sénégal) que le SUTELEC (Syndicat Unique des Travailleurs de l'Électricité), alors dirigé par Mademba Sock, engagea un mouvement de grève, dit de « grève du zèle » (boycottage des heures supplémentaires, des cumuls de poste et des réparations en cas de panne...), lequel allait plonger le Séné-

Précédent : Dans les pas de Jean-Pierre Girardier

Suivant : Le Sénégal, une histoire solaire. Recherche, innovation et sensibilisation dans les énergies vertes de 1960 à aujourd'hui

sous mandat de dépôt le 20 juillet 1998. L'objectif du régime socialiste était clairement de disqualifier le mouvement, certains journaux n'hésitant pas alors à parler de « prise d'otage », voire de « comportements terroristes »^[3]. Il est à noter que la réaction du pouvoir fut d'autant plus forte que le ministre des Mines et de l'Énergie de l'époque, Maguette Diouf, était par ailleurs le frère cadet du président Abdou Diouf...

Bref, s'en suivirent plusieurs mois de mobilisations pour la libération et la réintégration des syndicalistes engagés dans cette lutte. Mademba Sock sera pour sa part libéré le 22 janvier 1999, après six mois d'emprisonnement.

La « grève du zèle » du SUTELEC a bien sûr provoqué des coupures de courant. Pour autant, les populations ne furent pas dupes, et c'est bien le régime socialiste qui fut jugé comme le seul vrai responsable de la crise structurelle de l'approvisionnement électrique. Le registre de la dérision se mêlera alors souvent aux manifestations d'exaspération. Par exemple, par des plaisanteries opposant la ville de Dakar, constamment dans le noir à cause des « délestages » de la SENELEC, à Paris, la « Ville lumière », en référence à la prophétie du président Senghor qui promettait qu'« en l'an 2000, Dakar serait comme Paris »^[4]...

De son côté, dans le titre *Boulen coupé*, le chanteur Youssou Ndour s'interrogeait de façon ironique :

On a emprisonné Mademba Sock. Jusqu'à présent il n'y a pas d'électricité. Il y a quelque chose de pas clair là-dedans.

Ce titre, l'une des rares chansons explicitement engagées de Youssou Ndour, a eu un écho considérable et a fortement contribué à la popularité de Mademba Sock. Poussé par le mouvement syndical qui voyait en lui un héros, ainsi que par quelques mouvements politiques de la gauche sénégalaise (notamment le Rassemblement des Travailleurs Africains/Sénégal [RTA/S] d'El Hadj Momar Samb), il a d'ailleurs cru être en mesure de convertir électoralement sa popularité lors de l'élection présidentielle de 2000. Or, il n'en fut rien, Sock recueilli alors le plus petit score de tous les candidats avec seulement 0,56 % des suffrages exprimés.

Pour autant, si Sock et ses partisans ne sont pas parvenus à capter électoralement le mécontentement populaire, ce mouvement social de 1998 a fortement contribué à mettre les questions des coupures d'électricité et, plus généralement, celle de l'approvisionnement énergétique au cœur du programme politique et social. Ainsi, consacrant la première alternance électorale au Sénégal depuis l'Indépendance en 1960, la victoire d'Abdoulaye Wade au second tour de la présidentielle en 2000, n'est évidemment pas étrangère à cette politisation du mouvement social (Diop, Diouf et Diaw, 2000).

2000 : *bul faale*, laisse tomber

Ce tournant de la fin des années 1990 et des années 2000 coïncide également avec l'affirmation dans l'espace public du mouvement générationnel « *bul faale* », qu'on peut traduire par « laisse tomber », ou « t'occupe pas », en wolof, langue véhiculaire au Sénégal. Porté par de nouvelles « figures de la réussite » issues du monde de la lutte traditionnelle sénégalaise (Mohamed Ndao « Tyson », notamment) et de la musique rap (PBS, Rap'Adio, Pee Froiss...), ce mouvement générationnel est d'abord apparu comme l'expression des processus d'« individualisation subjective » alors à l'œuvre au sein de la jeunesse urbaine (Havard, 2001).

Mais par-delà, ce mouvement *bul faale* a inauguré de nouvelles formes de mobilisations collectives, générationnellement différenciées, qui vont durablement imprégner les mouvements sociaux (Dimé, 2017; Ba, 2016; Dieng, 2015; Awenengo-Dalberto, 2011). Or, parmi les acteurs en vue de ce mouvement, les rappers se sont tout particulièrement distingués par leur capacité à médiatiser les difficultés sociales des populations, en traitant de la récurrence des coupures d'électricité comme d'un marqueur plus général de la faillite et de la crise de légitimité de l'État.

Les années 2000 et l'arrivée au pouvoir du président Wade ont en effet d'abord soulevé d'énormes espoirs mais

Précédent : Dans les pas de Jean-Pierre Girardier

Suivant : Le Sénégal, une histoire solaire. Recherche, innovation et sensibilisation dans les énergies vertes de 1960 à aujourd'hui

au rendez-vous, et le Sénégal put bénéficier pendant quelques années du regain de sa réputation internationale à la suite de cette expérience de transition démocratique, encore trop rare sur le continent.

Pour autant, cette croissance s'est également surtout traduite par une inflation du coût d'accès au logement et aux biens de première nécessité (alimentation, énergies...), et donc, *in fine*, par un accroissement des inégalités. Les populations de l'agglomération dakaroise, plus encore que dans les villes de l'intérieur du pays, vivront alors au rythme des délestages électriques d'un quartier à l'autre, mais aussi, de façon plus ponctuelle, mais néanmoins renouvelée, des coupures d'eau et des ruptures d'approvisionnement en gaz.

Toutefois, ce n'est vraiment qu'à partir du deuxième mandat du président Wade, réélu en février 2007, que la contestation a pris un tournant décisif.

Dès novembre 2007, des manifestations de marchands ambulants sont ainsi violemment réprimées. Il s'agissait pour eux de résister à la volonté du président Wade et du gouvernement de les faire déguerpir des trottoirs de Dakar. Or, il s'agissait pour la plupart d'entre eux de jeunes des quartiers les plus populaires, notamment de Pikine et Guédiawaye, les deux grandes villes de la banlieue de Dakar. Surtout, ces jeunes avaient le sentiment qu'on voulait les empêcher de travailler, alors même qu'ils devaient contribuer aux besoins de leurs familles étouffées par l'augmentation du coût de la vie (Antil, 2010).

Quelques mois plus tard, fin mars 2008, des associations de consommateurs, dont l'ASCOSÉN (Association des Consommateurs du Sénégal), organisent une marche pacifique, cette fois pour dénoncer l'augmentation du coût de la vie. Le rassemblement, qui avait lieu devant les locaux de la chaîne de télévision Walf TV, a été sévèrement réprimé par les forces de l'ordre, cette réaction entraînant de violents affrontements avec les jeunes des quartiers avoisinants. Ces émeutes ont d'ailleurs valu au ministre de l'Intérieur Ousmane Ngom d'être limogé le mois suivant.

2007-2008 : femmes et imams *siggil* Sénégal, redressent le Sénégal

C'est dans ce contexte de plus en plus tendu et marqué par les répressions policières qu'a eu lieu la marche de protestation des femmes du « Front Siggil Sénégal », une expression qu'on pourrait traduire par « Front pour redresser le Sénégal », soit un collectif de partis d'opposition et d'acteurs de la société civile créé à l'issue de la présidentielle de 2007 dans l'objectif d'organiser la contestation contre le régime du président Wade.

Organisée le 9 juillet 2008, la marche des femmes du Front Siggil Sénégal suivait un parcours de la place de l'Obélisque au siège de la Radio Télévision Sénégalaise (RTS). Or, si l'objectif de cette marche était bien de dénoncer la cherté de la vie de façon générale, la question des coupures et du coût de l'électricité était également au tout premier plan des revendications, comme en témoignent les pancartes marquées des slogans « Pénurie délestages inflation = régime », ou encore « Oui à l'électricité, non aux matraques électriques ».

Sans doute, peut-on considérer avec Alioune Badara Diop que cette manifestation participait d'une logique de « théâtralisation du rapport de force pouvoir/opposition » (Diop, 2010 : 142). Elle a néanmoins permis de mettre le doigt sur un des points les plus sensibles et susceptibles de remettre en cause la légitimité du pouvoir en place, en faisant de la question énergétique, par sa propension à cristalliser les frustrations des populations, un véritable vecteur de politisation.

Il faut en effet mesurer que, pour les populations, ces coupures récurrentes avaient des conséquences multi-formes : pertes de journées de travail, dégradation des appareils domestiques, épreuve de la chaleur sous l'arrêt des ventilateurs, impossibilité de recharger les téléphones, perte des aliments conservés dans les congélateurs, interruption des programmes télévisés les plus populaires...

On peut d'ailleurs également illustrer la sensibilité politique des populations aux questions énergétiques par le

Précédent : Dans les pas de Jean-Pierre Girardier

Suivant : Le Sénégal, une histoire solaire. Recherche, innovation et sensibilisation dans les énergies vertes de 1960 à aujourd'hui

axes, places), et ce, pour y brûler des pneus et défier les forces de l'ordre. On peut notamment citer l'exemple du 9 octobre 2008, quand des habitants des quartiers Derklé, Castor, Dieuppeul et Khar Yalla ont saccagé plusieurs agences de la SENELEC après avoir subi pas moins de 48 heures de coupures.

En décembre 2008, ce sont des imams de la banlieue de Dakar, plus particulièrement de Guédiawaye, qui prennent la tête d'une nouvelle mobilisation populaire. Ces imams, et notamment l'Imam Youssoupha Sarr, furent alors les médiateurs moraux du mécontentement populaire contre les coupures, les surfacturations du coût de l'électricité et, plus généralement, encore une fois, contre la vie chère. Une première manifestation est organisée le 6 décembre, manifestation interdite, mais cette fois non réprimée. Surtout, à l'issue de cette première manifestation, les imams ont appelé les populations à boycotter le paiement des factures d'électricité.

À l'époque, ce mouvement fut considéré comme révélateur des transformations de la société civile religieuse au Sénégal. En effet, ces imams ont pris la tête de ce mouvement social en tant qu'autorités morales et porte-paroles légitimes des populations de leurs quartiers, plus qu'au nom de référents explicitement religieux. D'ailleurs, alors que cette question sature habituellement l'espace public religieux sénégalais, l'identification confrérique de ces imams n'était aucunement mise en avant, et les hiérarchies confrériques elles-mêmes sont restées en retrait. Mais, surtout, leur statut a mis le pouvoir dans une situation délicate, lequel ne put plus arguer que ces mobilisations étaient le seul fait de jeunes « casseurs » manipulés par l'opposition.

2010-2011 : y'en a marre

Au Sénégal, le chanteur Youssou Ndour a souvent produit la « bande-son » de son époque. Or, 20 ans après *Set* (1990) qui accompagna le mouvement *Set setal* (Diouf, 1992)^[5], et dix ans après *Boulen coupe* (1999), il fait en 2009 une reprise en wolof d'O-bla-di O-bla-da des Beatles, sous le titre *Leep mo lëndëm* (tout est obscur).

Il chante alors :

Coupures le matin, coupures le soir.

Le peuple est fatigué d'être toujours dans le noir.

Vous nous faites souffrir et vous nous cachez la vérité »^[6].

Malgré sa popularité, ce n'est pourtant pas le « roi du *mbalax* » qui parvint le mieux à traduire l'exaspération populaire, mais bien plus la mobilisation des rappeurs à travers le mouvement *Y'en a marre*, apparu en janvier 2011, à la suite d'une nouvelle vague de coupures d'électricité (Gueye, 2013; Cissokho, 2011).

Un article de Stéphanie Binet publié dans *Le Monde* du 12 décembre 2012 titrait : « Y'en a marre, révolution née d'une coupure d'électricité ». Pourquoi ce titre? D'abord parce que, rétrospectivement, fin 2012, ce mouvement *Y'en a marre* pouvait apparaître comme le prolongement sénégalais des mobilisations populaires qui avaient préfiguré les « révolutions arabes » en 2011. Par ailleurs, parce que ce serait à l'occasion d'une nouvelle coupure de courant que serait née l'idée de ce mouvement dont les principaux animateurs comptent plusieurs figures de la scène rap sénégalaise (Thiat et Kilifeu du groupe Keur Gui de Kaolack, le rappeur Simon), ainsi qu'un journaliste engagé, Fadel Barro.

Ce dernier rapporte que, dans la nuit du 15 au 16 janvier 2011, à la suite d'une nouvelle coupure de près de 20 heures, il discutait dans l'obscurité avec des amis rappeurs et journalistes de la faillite du régime et de leurs responsabilités respectives dans la résignation des populations : « On a fait le constat que dans ce pays, le Sénégal, on vivait 20 heures de coupures d'électricité et les gens ne faisaient rien. Alors, à un certain moment, on s'est dit que nous les jeunes, il fallait qu'on s'engage » (Haeringer, 2012, p. 152).

« Je suis citoyen, je perds des journées de travail, je dors dans le noir à cause des délestages. Pourtant je paie ma facture ».

Ce mouvement *Y'en a marre* s'est ensuite peu à peu structuré sur l'ensemble du territoire (« Esprits *Y'en a marre* »), parvenant à agréger d'autres mouvements d'exaspération et faisant la promotion de ce que ses militants appelèrent un « Nouveau Type de Sénégalais » (NTS). Ce mouvement contribuera activement à la mobilisation en faveur de l'alternance de 2012, laquelle s'est conclue au second tour par la défaite du président sortant Abdoulaye Wade et par l'élection de Macky Sall (Dimé, 2017; Ba, 2016; Dieng, 2015; Awenengo-Dalberto, 2011).

Conclusion

Vus de France notamment, les mouvements sociaux qu'ont vus d'évoquer ont régulièrement été décrits en termes d'« émeutes de la faim ». Comme s'il était entendu que les Africains ne peuvent réellement se mobiliser que quand ils ont le ventre vide...

Or, s'il ne s'agit évidemment pas de nier les effets dramatiques de l'augmentation du coût des denrées alimentaires, c'est bien la question énergétique, et plus particulièrement celle de l'alimentation électrique, qui a été le principal « fil conducteur », pour ainsi dire, de ces mobilisations.

Parmi d'autres enseignements, on peut relever également que ces mobilisations ont, de plus en plus au fil de ces deux décennies d'histoire sénégalaise, été animées par des acteurs non institutionnels de la société civile. En 1992, et surtout en 1998, ce sont les centrales syndicales et quelques partis de gauche qui ont porté la contestation sociale et structuré la mobilisation populaire. Cependant, profitant de la mobilisation en faveur de l'alternance en 2000, le libéral Abdoulaye Wade est parvenu à coopter les leaders historiques de la gauche sénégalaise et du mouvement syndical, dont Mademba Sock, parvenant ainsi à étouffer durablement leur capacité d'animation du mouvement social. Ainsi, ce n'est pas pour rien si ce sont des femmes, puis des imams de quartier qui ont pris la tête des mobilisations populaires par la suite, comme en décembre 2008, ou des journalistes et rappeurs avec le mouvement *Y'en a marre* à partir de 2011. Plus largement, ces mobilisations populaires successives ont aussi eu des effets en termes de politisation des populations et d'élargissement des répertoires d'action légitimes.

Notons enfin que cette expérience sénégalaise ne constitue pas une exception. Comme l'a souligné l'anthropologue Alain Bertho, les « émeutes de l'électricité » se sont multipliées dans le monde à la fin des années 2000. Notamment en 2009, alors que les populations de la banlieue dakaroise se mobilisaient autour de ses imams, il y eut également des manifestations et « émeutes de l'électricité » en Algérie (Bouteldja, Skikda), en Colombie (Vilarica, San Carlos, sans Andès de Sotaventos), en Côte d'Ivoire (Aboisso et Yamoussoukro), au Guatemala, en Guinée (Kamsar), en Inde (Mumbai), au Nigeria (Zaria), au Pakistan (trois fois à Karachi, Landhi, Hangu), à Saint-Domingue, au Venezuela (Mérida) ou au Yémen (Aden). Or, Alain Bertho montre combien toutes ces mobilisations et émeutes interpellent en réalité la légitimité des États eux-mêmes, à travers leur capacité à prendre en charge et à satisfaire les besoins primaires des populations en contexte de globalisation (Bertho, 2010).

(Aux lecteurs papier comme en ligne, on ne manquera pas de conseiller un peu de musique, « électrique » bien sûr, soit celle des Sénégalais HA2N [Supa Ced & Dk Style] avec le titre *Désolé* [Senelec – Coupelec] : <https://youtu.be/t9uejcOziT4>)



Références

- Antil, Alain. 2010. « Les “émeutes de la faim” au Sénégal. Un puissant révélateur d'une défaillance de gouvernance », Note de l'IFRI, multig.
- Awenengo Dalberto, Séverine. 2001. « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse », Les carnets du CAP : 37-65
- Ba, Mamadou. 2016. « Dakar, du mouvement Set setal à Y'en a marre (1989-2012) », itinéraires, <http://itinéraires.revues.org/3335>
- Bertho, Alain. 2010. « Les émeutes dans le monde en 2009 : ethnographie de la colère », Revue internationale et stratégique, vol. 79, n° 3 : 75-85.
- Binet, Stéphanie. 2012. « Y'en a marre, révolution née d'une coupure d'électricité », Le Monde, 12 décembre.
- Cissokho, Sidy. « Y'en a marre. Rap et contestation au Sénégal », Multitudes, n° 46 : 26-34.
- Diarra, Abdou Karim. 1998 « Le noir aveuglement de Sock », Le Matin, n° 456, 16 juillet
- Dieng, Moda. 2015. « La contribution des jeunes à l'alternance politique au Sénégal : Le rôle de Bul faale et de Y'en a marre », African sociological review, vol. 19, n°2 : 75-95.
- Dime, Mamadou. 2017. « De bul faale à Y'en a marre : continuités et dissonances dans les dynamiques de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal », Afrique et développement, vol. XLII, n° 2 : 83-105.
- Diop, Alioune Badara. 2010. « Sénégal : Les mouvements sociaux sous l'alternance », Alternative Sud, 17/4 : 139-146.
- Diop, Momar Coumba. Diouf, Mamadou. Diaw, Aminata. 2000. « Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal », Politique africaine, n° 78, juin : 157-179.
- Diouf, Mamadou. 1992. « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le Set/Setal à Dakar », Politique africaine, n° 46 : 41-55.
- Gueye, Marame. 2013. « Urban Guerilla Poetry: The Movement Y'en a marre and the Socio-Political Influences of Hip Hop in Senegal », The Journal of Pan African Studies, vol. 6, n°3 : 22-41.
- Haeringer, Nicolas. 2012. « Y'en a marre. Une lente sédimentation des frustrations. Entretien avec Fadel Barro », Mouvements, n° 69 : 151-158.
- Havard, Jean-François. 2001. « Éthos “bul faale” et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », Politique africaine, n° 82 : 63-77.

Précédent : Dans les pas de Jean-Pierre Girardier

Suivant : Le Sénégal, une histoire solaire. Recherche, innovation et sensibilisation dans les énergies vertes de 1960 à aujourd'hui



Centre ville de Thiès, mai 2015.

1. Depuis l'indépendance du Sénégal en 1960, Léopold Sédar Senghor, puis son dauphin Abdou Diouf ont successivement exercé le pouvoir chacun pendant deux décennies. [↵](#)
2. En octobre 1992, un mouvement social du SUTELEC s'était déjà traduit par trois jours de coupure d'électricité, puis d'eau, à la suite de l'interruption des pompes de la SONES, la Société Nationale des Eaux du Sénégal. [↵](#)
3. Ces qualificatifs étaient communément employés dans le journal *Le Soleil*, quotidien pro-gouvernemental, mais aussi dans *Le Matin* du groupe Tandian Multimédia. Ainsi, cet article où il est question des « comportements terroristes du SUTELEC » (Diarra, 1998). [↵](#)
4. Également, S. Dieye « Pacheco » qui chantait 2000, attum natangue la, qu'on peut traduire par L'an 2000, c'est l'année de la prospérité. [↵](#)
5. Le mouvement Set setal, « Propre, rendre propre » en wolof, est apparu dans le prolongement des contestations électorales qui ont marqué la réélection du président Abdou Diouf en 1988. [↵](#)
6. « Sénégal : "Tout est obscur", chante Youssou Ndour dans un single contestataire », AFP, 8 décembre 2009. [↵](#)

LICENCE



PARTAGEZ CE LIVRE



Du soleil pour tous Copyright © by Jean-François Havard is licensed under a Licence Creative Commons Attribution 4.0 International, except where otherwise noted.

Propulsé par Pressbooks

[Guides et tutoriels](#) | [Pressbooks Directory](#) | [Contact](#)